

## ÉDITORIAL

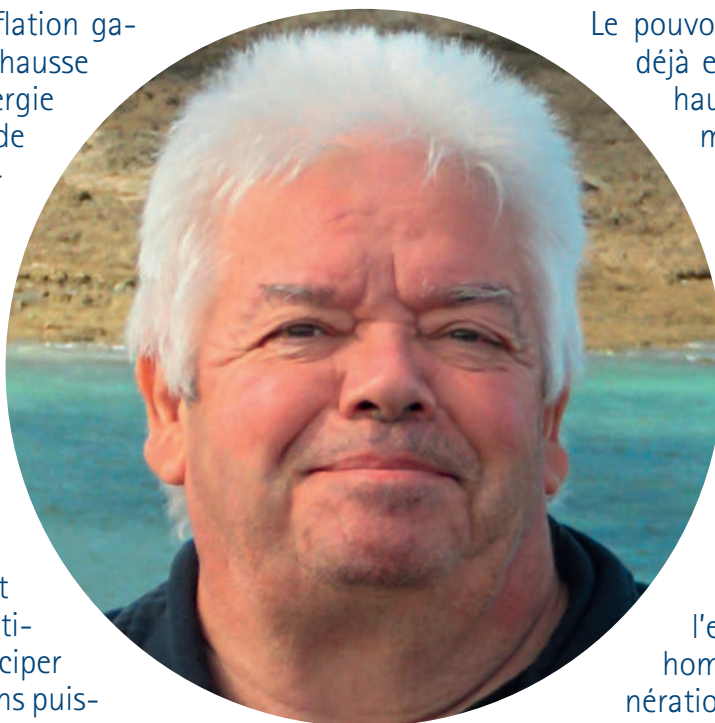
# Retraite et Retraité(e)s en danger !

**D**ans un contexte d'inflation galopante et de forte hausse des prix de l'énergie et après des semaines de « pédagogie », le gouvernement n'arrive pas à convaincre et change d'argument au jour le jour, après la « justice », l'« indispensable », quel cynisme !

La résignation n'est pas au rendez-vous, les trois quarts de la population ont compris les enjeux, ils continuent de soutenir, de participer aux grèves, aux mobilisations puissantes et se prononcent sans ambiguïté contre un projet de réforme des retraites injustifié et brutal.

**Depuis 1982** passage de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans, **9 réformes des retraites se sont succédé** et il y a de bonnes raisons de penser que cette offensive anti sociale ne soit pas la dernière.

Le système des retraites n'est pas en danger financier. Ce qui menace surtout tous les retraité(e)s, c'est l'objectif de ce régime néo libéral et la financiarisation de l'économie de vouloir réduire fortement la part des pensions retraite dans le PIB de 14 à 12 %.



Le pouvoir d'achat des retraités est déjà en baisse continue. Après la hausse de la CSG, le gouvernement a programmé la désindexation des pensions de l'inflation. Déjà un retraité depuis 2014 aura perdu l'équivalent de 2.5 mois de pension, et 3.5 mois s'il a subi l'augmentation de 25 % de sa CSG.

La vraie question porte sur les recettes. Des solutions existent avec une hausse des salaires et de l'emploi, l'égalité femmes/hommes, en finir avec les exonérations de cotisations patronales et mise à contribution du capital.

Financer un départ en retraite à 60 ans à taux plein avec une pension de 2 000 euros minimum, en prenant réellement en compte la pénibilité avec des départs anticipés ou en comptabilisant les années d'étude, c'est possible !

La CGT Air France est au rendez-vous, les appels à la grève et aux manifestations reçoivent un bon écho, l'USRAF/CGT y prend toute sa place.

**Christian BOURDET**  
Membre de la Commission Exécutive de l'USRAF CGT

# Activité professionnelle, Déroulement de carrière et Vie militante menés de front



Jean-Claude Tytéca est embauché à la Réservation d'Air Inter à Paris le 28 février 1972. Avant cela, Jean-Claude a d'abord effectué un apprentissage et obtenu un CAP d'ajusteur, vécu 1968 durant ses études au lycée de Montreuil s/Bois. Après son bac, Jean-Claude sera incorporé à l'armée française pour un an, puis travaillera quelques mois dans une banque. Après la résa, en 1979 Willy postule pour un poste à la Direction de la Planification, activité qui se situe à Orly ; il passe dans le second collège en qualité d'agent qualifié. Enfin, en 1991, il obtient un poste de chargé d'enquêtes (cadre) au marketing, fin 1997 il rejoindra les Recettes Commerciales à Toulouse.

## Willy et Christiane viennent à Orly se syndiquer ; Création d'une section CGT Paris

La Réservation comprend à cette époque environ 400 salariés. Elle est située dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, rue du Père Corentin. Un agent est recruté à l'échelle 7, coefficient 145 de la convention collective. L'agent est confirmé dans son emploi après 6 mois ; cette période peut être appelée « période d'essai », elle ressemble beaucoup à un contrat à durée déterminée.

Cette génération née après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale semble animée d'une réelle ambition professionnelle. Beaucoup

d'agents de résa postuleront ensuite pour d'autres postes de travail plus qualifiés ou des formations de personnels navigants commerciaux par exemple. Le recrutement s'effectue au minimum au niveau Bac, ou quelques années de licence. Cette jeunesse trouve sur place des lieux de rencontres, salle de repos dans l'entreprise, cafés dans le quartier. Si elle a une qualification de base, elle travaille souvent en horaires décalés ou heures de nuit, horaires qui sont 6 h 30 / 13 h 00 ou 15 h 00 22 h 00 et 6 jours sur 7 mais aussi en équipe de nuit dont les heures sont payées double entre 22 h et 06 h 30.

L'entrée à la Réservation commence par un stage de 2 semaines. Il est demandé à chaque agent, fille et garçon à peu près en même nombre de se choisir un prénom comme référence pour le travail ; ce sera Willy pour Jean Claude (son second prénom), prénom qui va en réalité devenir usuel. Durant cette période de stage où Willy fait la connaissance de Christiane Maesen, les agents débutants tournent en double avec un agent confirmé. Techniquement le système s'appelle le Sale and Report Un autre système reste en vigueur uniquement pour les réservations sur les compagnies régionales type Air Limousin ; c'est le système à tambours. J'en ai vu à Nantes, nous y étions allés Madeleine Leclerc et moi en "tournée conditions de travail".

A Corentin le travail s'effectue dans une grande salle. Il y a de grands tableaux sur lesquels figurent tous les vols programmés durant les 3 semaines qui suivent. Sur ce tableau il y a des plots de couleur, les plots noirs correspondent à des vols ouverts à la vente, les plots rouges à des vols fermés. Il s'agit de l'opération dite Vente. Devant ce tableau des téléphones sont installés. Ce système est complété par des tableaux Cardex situés dans des salles à côté ; il s'agit de l'opération Contrôle ou gestion des vols.

Une communication téléphonique d'un futur passager arrive dans cette salle des ventes. Un agent disponible décroche et répond à la demande. Il peut s'agir d'une de-



mande de renseignement sur un vol, sur un tarif, ou encore de la réservation d'un ou plusieurs sièges sur un vol donné. Il peut s'agir d'agences de voyages qui appellent pour réserver une certaine quantité de sièges.

### La CGT s'implante à Air Inter Paris.

Dès 1972 Willy demande sa carte à la CGT. Ce n'est qu'au printemps 1973 qu'avec Christiane ils font le voyage pour Orly. Ils y rencontrent Claude Depoil qui a été élu trésorier du syndicat lors de l'assemblée de 1972. Dès lors va commencer la création d'une section syndicale à Paris. Jusqu'ici il n'y a que la CFDT avec des militants comme Hubert Droit et Natacha qui deviendront PNC un peu plus tard. En 1973 Madeleine Leclerc est embauchée de même que Betty Boulé. Mado y travaillera jusqu'à son recrutement au Comité d'Entreprise. Betty postulera au Contrôle de gestion comme agent qualifié et travaillera au siège dès le 16 mars 1977. Cette section permettra à beaucoup de nouveaux militants de faire leurs premières armes : Marie-Pierre Bonnefoi, Narré Godest, Agnès Couverchel, Julien Scarbonchi, etc.

Durant cette période riche en actions syndicales ont été obtenus, la temporisation entre chaque appel (20 secondes), l'officialisation des pauses, 20 minutes matin et après-midi, intégrées dans le temps de travail (acquis repris avec les 39 heures) et bien d'autres petites choses en termes de libertés syndicales et de bien-être des agents.

Cette nouvelle section s'ouvre vite sur l'extérieur. Une salariée de la rue de Ponthieu qui travaille aux Recettes Commerciales téléphone à la section dont elle a entendu parler. On se rencontre discrètement dans un café. L'Union locale du 14<sup>e</sup> apporte son aide. C'est ainsi que les premiers syndiqués CGT de Ponthieu s'organisent.

Le dialogue avec les passagers peut ne pas manquer de piquant ! C'est Betty qui me la raconte. Un jour Julien Scarbonchi décroche ; un passager lui dit : « *j'ai laissé mon portefeuille dans l'avion* ». Julien lui précise le numéro des objets trouvés. Le passager insiste plusieurs fois : « *je veux mon portefeuille* ». Julien, à bout d'arguments, lui répond : « *Toto, c'est pas moi qui vais aller chercher ton morlingue dans le zinc, quand même !* ».

Vers 1977 un début d'informatisation va être mis en œuvre, c'est un système propre à Air Inter appelé ARMA.

## Nouvel emploi/nouvelle qualification d'agent qualifié pour Willy qui devient secrétaire du syndicat

L'accession au poste comporte un concours, un entretien, une analyse de texte sur le "TGV japonais" ! En France la ligne Lyon-St-Florentin sera ouverte en 1981. Ce service a des effectifs composés d'ingénieurs, 25 environ, et d'agents qualifiés entre 6 et 8. Willy sera affecté à l'activité Demande, c'est-à-dire l'évolution de l'activité durant le plan de 4 ans, les évolutions à prévoir, la recension des besoins en matière de flotte, etc. Par exemple, après le plan 1982-85, les 2 tronçons du TGV Paris-Lyon seront ouverts qui mettront la durée du transport à 2 heures et raccourciront la ligne qui ne passera plus à Dijon, et de ce fait ne nécessitera aucune augmentation de tarif SNCF : Bonne affaire ! De façon générale une approche fine par région et par ligne est effectuée par ce service. Willy se souvient être allé à la Chambre de Commerce de Nice pour recueillir ses demandes. Willy sera élu secrétaire du syndicat en 1982. Cette élection sera arrosée au champagne, Sylvie Salmon ayant sorti une bouteille à Montreuil !

Il y a un autre type d'activité qu'on peut qualifier de Technique. La composition de flotte tiendra compte des retraits d'appareils de l'activité, par exemple celui des Caravelle III ; il y a 16 avions en 1979, les 6 dernières seront retirées en 1983. Dans cette même période les 7 Caravelles XII de Sterling, d'une capacité supérieure de 30 sièges seront intégrées dans la flotte. Les Airbus 300 passeront de 3 en 1979 à 6, 4 ans plus tard. La densification des sièges de cet appareil va en modifier sensiblement la capacité ; il y aura dorénavant 9 sièges de front au lieu de 8. Enfin un 11<sup>e</sup> Mercure à l'état de prototype avancé sera mis à contribution pour la reconquête de l'activité sur Paris-Lyon.

Si les ingénieurs acquièrent une expérience intéressante, les agents qualifiés auront à se former en programmation, à l'usage de l'informatique, en connaissances en matière de comptabilité.

Dans ce service on est passé d'un travail fait avec des machines à calculer à informatisation plus poussée. Willy participera à une formation aux Arts et Métiers en matière de comptabilité générale et analytique. Une sorte de modèle analytique est élaboré par un ingénieur, M. Boile, que l'on appellera, du fait de ses trois composantes, le modèle : « Prix/Horaires/Temps » ; il permettra d'évaluer les pertes de trafic potentielles par rapport au TGV. Des ingénieurs comme Marc Boudier seront les porte-parole de la pérennité tarifaire des résultats économiques entre les





lignes, d'où résultera une certaine homogénéisation des tarifs. Je me souviens avoir étudié le plan 1986 ; le recueil de données auprès des régions comportait les évolutions technologiques en projet sur la période.

En 1990, étant sollicité pour participer à Genève à la conférence tripartite employeurs/représentants des travailleurs/administration sur la modernisation du transport aérien, j'avais demandé à être reçu par quelqu'un de ce service pour me mettre plus à jour après la mise en service du TGV Atlantique.

Le service suit de près l'évolution des activités à Air France ainsi que des compagnies régionales. Air Inter résiste à la pression constante d'Air France pour que la desserte de Roissy soit plus importante ; pour la compagnie intérieure l'activité ne doit pas être conçue principalement comme une activité de rabattage vers une centralisation des départs des vols de l'activité internationale, mais le transport intérieur a sa propre cohérence entre lignes radiales vers les aéroports provinciaux et les lignes transversales entre ces derniers.

## Willy passe cadre en 1991 à la Direction du Marketing

En ce début 1990 ça s'agite au plus haut niveau. Air France achète aux Chargeurs la compagnie UTA. L'UE demande à AF d'ouvrir ses lignes principales à la concurrence. De ce fait Air France devient très majoritaire à Air Inter à hauteur de 72 %. Bernard Attali, président d'Air France, entre lui-même au conseil d'administration d'Air Inter, un administrateur ayant démissionné. Attali dit considérer qu' « Air Inter était appelée à jouer un rôle essentiel dans le nouveau groupe que nous allons constituer ». Les élections au conseil d'administration d'Air Inter permettent d'y élire Willy Tytéca. Willy et Lionel joueront un rôle central dans la période qui suit.

Daniel Reitchess, ancien responsable de l'UFMC, apporte

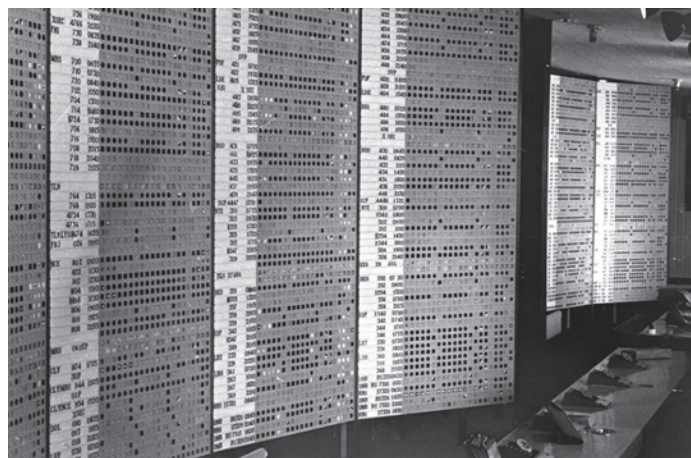
son point de vue sur cette période : « l'arrivée de Willy et Lionel à l'Ugict-IT correspond, à partir de 1988, à un renouveau de la réflexion et du positionnement de la CGT vis-à-vis des personnels navigants : les points forts en sont la diffusion, après un débat entre la Fédé, l'Ugict nationale et la Confédé, d'une lettre de Krasucki aux navigants d'AF qui a eu un grand retentissement, puis le positionnement et le soutien de la CGT et l'Ugict aux plans Confédé et Fédé à la lutte des navigants d'IT sur le pilotage à 2 de l'A320, mettant au centre l'articulation entre la technologie et l'intervention humaine.

Pour le personnel au sol, ce qui est sûr, c'est que l'arrivée de Willy et Lionel, puis la tienne, tous militants très connus et appréciés, associée au contexte de déréglementation de l'époque que ne partageaient pas nombre de cadres d'IT (mais aussi UTA et AF), a permis ce « décollage » de l'Ugict-IT.

La création de la section PNC en 1992 sera la conséquence des évolutions ci-dessus, et comme l'Ugict au sol, la présence de nombre de militants PNC déterminés pour défendre et améliorer les acquis sociaux face aux renoncements du SNPNC qui seront rejetés par nombre de ces personnels.

Ce que je retiens de cette riche période (1988/1992), c'est que l'Ugict IT Personnel au sol parvient à atteindre une influence chez les cadres qui l'amène grosso modo à un niveau comparable à ceux de la RATP, de la SNCF ou d'EDF, entreprises publiques à statut, ayant une expérience ancienne dans leur activité en direction des Ingénieurs et Cadres. Voilà cher Claude ce que ma mémoire, un peu confuse, me permet de te dire ».

Eclipse syndicale totale de 1988. Or ça va bouger dès 1989, selon Lionel Minosio qui précise : « Le redémarrage de l'Ugict sol a lieu effectivement en 1989 car l'Ugict se retrouvait un peu à l'abandon après le départ d'Yves Pratz. La CGT (comprendre le syndicat CGT) et la fédération avaient peur que Le Gourrierec ou autre ne reprenne





*l'Ugict et on a demandé à Willy et moi de reprendre le syndicat en main, car à l'époque il ne restait que JP Millour », un technicien de l'électronique.*

Ensuite, on compte pendant 3 années 13 ou 17 adhérents ; Willy Tytéca et Lionel Minosio vont passer cadres, Willy en 1991, Lionel en 1994, et seront les 1ers artisans d'un processus de renouveau. En 1992 je me décide à les rejoindre ; le syndicat UGICT du sol atteindra la centaine d'adhérents avant la fusion de 1997.

Poursuivons par la création de la section PNC qui prendra réellement naissance en 1991-92. L'Ugict, sol et PNC auront 200 adhérents, non pas à la fusion mais à l'union de nos 2 syndicats UGICT Air Inter et SICTAM. La fusion, c'est la direction qui la met en œuvre ! Je pense qu'il faut jeter un coup d'œil sur les années 1980 pour tenter de saisir ce qui se passe. En 1979 ont lieu les élections au comité d'entreprise. Les éléments essentiels qui en ressortent sont bien sur que je suis battu à l'élection du secrétaire ; le vote de Gerbus, PNT, va donner l'avantage à la CFDT. J'ai demandé une suspension de séance pour réunir les élus CGT, et ai proposé de ne pas me présenter comme adjoint, mais d'y présenter un autre élu. Ce sera Bernard Montagne qui sera secrétaire jusqu'en 1990.

Une intéressante situation va se dessiner pour la décennie 1980. Auparavant la CGT était proche des militants PNT Jacques Adda, Georges Callivrousis... Dès lors ça va s'élargir au SNOMAC avec Jean-Pierre Couraye, Jacques Ricard, mais ce qui est plus significatif encore, c'est le travail en commun avec des PNC comme Chantal Arme-nault, Alain Dupont, Monique Levasseur, (elle est peut-être représentante syndicale du SNPNC). Il y aura aussi Christiane Azzopardi qui a été présidente de l'activité Emploi-Formation, Alain Dupont de la commission Economique. Les rôles d'Evelyne Lebrun et de Michel Barrier, Lionel Minosio ont été aussi très importants. Je ne vois pas comment la suite des 4 mandats de Bernard Montagne pourrait s'expliquer sans cette nouvelle donne.

C'est à ce moment-là, en 1992, que la toute jeune section PNC va commencer à se développer avec d'abord Catherine Hachon puis avec Josiane Ayribat.

En 1991 Willy postule à un poste de cadre. Il participe à

une formation de 4 semaines à la Direction Commerciale qui se poursuivra par une période d'adaptation de 3 mois renouvelables. Willy va s'inscrire de plus à une formation d'analyses statistiques aux Arts et Métiers et produira un mémoire sur les lignes Air Inter et les typologies de passagers.

C'est dire que Willy mène de front travail professionnel, activité d'administrateur salarié et dirigeant syndical. Je pense qu'avec Lionel Minosio ils ont opté pour mener l'activité syndicale le plus possible sur le terrain, et donc parmi les catégories cadres auxquelles ils ont accédé. Les effectifs de l'entreprise sont à ce moment autour de 10500 salariés. Une des formes de cette activité est les temps d'échanges hebdomadaires qu'ils organisent, ce sont des assemblées qui se tiennent dans les Sheds, tout à proximité.

Dans le travail professionnel on fait travailler le secteur informatique. Le travail sur des enquêtes croisées nécessite des moyens informatiques importants. Air Inter est sollicité pour effectuer des lignes européennes. Willy avait même été reçu par Attali en soirée à Max Hymans pour se faire entendre dire « *qu'en tant que militant CGT, il devrait être fier d'intégrer un groupe dans lequel il y avait une entreprise nationalisée* » ; il avait simplement oublié de dire que cela serait très provisoire, et que la privatisation était déjà l'orientation finale de la Direction et du pouvoir. Il semble que l'activité européenne plaisait aux collègues de Willy. Aussi c'est une période intéressante pour les échanges avec les collègues.

On peut toutefois se demander quelques années à l'avance si des signes de fusion étaient repérables. Dans la dernière période où Eelsen préside le conseil, les achats d'Airbus 320 semblent accélérés ; au cours de l'année 1991, 11 appareils sont livrés ce qui est un record. Les 15 commandes fermes d'Airbus 330 aussi restent d'actualité. La convention Etat-Air Inter court jusqu'en l'an 2000. Dès 1991, période de la guerre du Golfe, l'activité des 320 grignote celle des 300 qui ont 140 sièges de plus. Dans ce secteur la direction supprime près de 100 postes en 1992.

**Claude DEPOIL**







## L'INFLATION, LA BAISSSE RELATIVE DES PENSIONS ET LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES ENVERS LES RETRAITÉS

- L'Insee a confirmé un taux d'inflation à 5,9% en décembre 2022, par rapport à décembre 2021, contre 6,2% en octobre et novembre.
- La hausse des prix à la consommation s'est élevée à 5,2 % en moyenne annuelle sur l'ensemble de 2022, selon l'Insee. En 2021, l'inflation moyenne était de 1,6 %.
- Sur l'ensemble de l'année dernière, « la hausse de l'inflation résulte d'une accélération des prix de l'énergie (+23,1 % après 10,5 % en 2021) et de l'alimentation (+6,8 % après +0,6 %), et dans une moindre mesure des produits manufacturés et des services, qui ont progressé de 3 %, a détaillé l'Institut national.

### Pouvoir d'achat

Selon une étude de France Stratégie, institution autonome de conseil auprès du 1<sup>er</sup> ministre, **le pouvoir d'achat des Français a moins progressé entre 2010 et 2019 que lors de la décennie précédente, avec de fortes inégalités selon les âges.**

Une étude de l'Insee a déjà montré que le pouvoir d'achat des Français a progressé de 9,7 % entre 2010 et 2019. Mais, comme en a témoigné le mouvement des Gilets Jaunes en 2018, « une part importante des Français considère qu'il a baissé », relève France Stratégie, qui a voulu mieux comprendre. Cet organe de conseil rattaché à la Première ministre a adopté **une nouvelle méthode**, en suivant le revenu individuel,

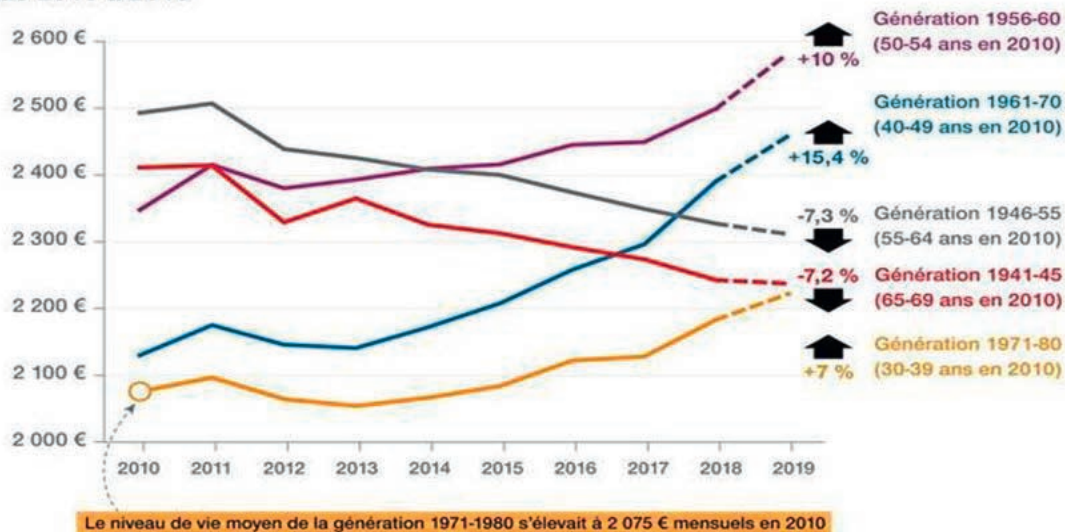
durant dix ans, de 1,1 million de Français, au sein de six classes d'âge, tout en neutralisant l'effet de l'inflation.

**Premier constat**, presque toutes les tranches d'âge ont enregistré une progression de pouvoir d'achat moindre entre 2010 et 2019 que lors de la décennie précédente :

+ 7 % pour les 30-39 ans (au lieu de presque + 20 % entre 2000 et 2009), + 15,4 % pour les 40-49 ans (au lieu de + 25 %), + 10 % pour les 50-54 ans (au lieu de +12 %).

**Le contraste est encore plus grand pour ceux qui deviennent ou sont retraités : les 55-64 ans comme les 65-69 ans n'ont pas gagné, mais perdu du pouvoir d'achat, à hauteur de - 7 %.**

Évolution du niveau de vie mensuel moyen par classe d'âge de 2010 à 2019



Source : calculs France Stratégie à partir des données EDP et panel POTE.

Infographie : Ouest-France.



## Taxer les plus riches permettrait à la fois de lutter contre le réchauffement climatique et de réduire la pauvreté, assure une étude

Selon une étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales, le 1 % le plus riche de la population de la planète génère plus de rejets carbonés que la moitié la plus pauvre.

La crise climatique est profondément une crise des inégalités.

Alors que l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre est généré par les plus aisés, les plus pauvres et moins responsables sont les plus touchés par les impacts grandissants du dérèglement climatique.

**Revoir la fiscalité mondiale, notamment en taxant les plus riches, permettrait à la fois d'accélérer la lutte contre le réchauffement et celle contre la pauvreté.** Telles sont les conclusions d'une vaste étude sur les inégalités climatiques publiée mardi 31 janvier. Elle a été menée par le Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab), un institut de recherche rattaché à l'Ecole d'économie de Paris et à l'université de Californie à Berkeley.

« Notre rapport montre qu'il y a une triple crise des inégalités climatiques – inégalités des émissions, des pertes entraînées par le réchauffement et des capacités d'agir –, et que la richesse mondiale contribue trop peu à résoudre la crise climatique », résume le premier auteur, l'économiste Lucas Chancel, codirecteur du World Inequality Lab et professeur à Sciences Po.



Manif 16 février Toulouse.

# Vol remboursé, la police précise son terrain d'enquête

La banque m'a remboursé intégralement dès le mois de décembre. Par ailleurs la police a centré son enquête ; a-t-elle une piste ?

A retenir : il est essentiel en cas de vol de carte bancaire, de faire opposition rapidement. De plus il est utile de porter plainte pour que gendarmerie ou police s'activent à en rechercher le ou les auteurs.

Claude DEPOIL







# Manif à la REUNION



Entre 8 et 9 000 personnes ont défilés ce qui ne c'était pas vu depuis 2010 d'après le secrétaire CGTR. Les diverses déclarations des membres du gouvernements n'ont fait qu'accentuer les choses. Aujourd'hui la mobilisation est plus forte car je pense qu'il y a vraiment une prise de conscience. Cette réforme touche tout le monde actifs et retraités il n'y a pas de distinction. Pour tous les syndicats présents la réforme ne passe pas même pour ceux qui d'habitude privilégie la voie de la discussion Dans les rangs de la manif en discutant avec les uns et les autres beaucoup n'étaient pas syndiqué mais ne s'interdisaient pas de le devenir

Bien sûr la délégation CGT était la plus représentative en nombre et en couleur.

La manif du 07/02 a elle aussi tenu toute ces promesses avec un peu moins de manifestants (7 000 nord et sud) mais toujours aussi motivés. Prochain round samedi ou nous attendons beaucoup de monde des secteurs privés.

Cordialement.

**Bernard TOUDIC,**  
Membre de la Commission Exécutive  
de l'USRAF CGT







# Compte rendu de la CEL banlieue nord 09/02/2023



**P**résents : Marie Claude Guelle – Catherine Jubert  
– Bernard Bourcier Christian Lefur – Frank Richard –  
François Poittevin – Philippe Siney

**Invité : Aimé Musto**

**Exc. : Liliane Fuchs**

La réunion avait invité notre camarade Aimé Musto au sujet du renforcement de la section banlieue NORD.

Après un tour de table sur les difficultés du renforcement de l'USRAF, le problème général des actifs partants à la retraite n'ont qu'un souhait pour certain : quitter la région parisienne.

C'est pourquoi le suivi syndical des sections d'actifs est important pour rester en contact et connaître leur résidence de province.

Il est nécessaire de reprendre le contact avec les différentes sections de Roissy

- 1) Pour se faire connaître.
- 2) De resserrer les liens entre actif et retraité
- 3) Travailler avec chaque trésorier et secrétaire à l'orga des sections sur l'âge des syndiqués

## Plan de travail à venir :

Attendre la fin des élections

Aimé s'occupe des listes d'émargement des élections professionnelles, cela nous permettra d'identifier les syndiqués CGT en PDV.

Philippe récolte les n° de tel des secrétaires et des trésoriers des différentes sections

Aimé avec 2/3 camarades de la section rencontrera les sections CGT de la banlieue nord (CARGO, DGI, HUB, SIEGE).

Notre section souhaite que les CE de l'USRAF se tiennent aussi à CDG avec alternance SUD /NORD.

La réunion s'est terminée par la dégustation d'une galette républicaine.

**Prochaine réunion le 9 mars 2023 à 9 h 00**

**Aimé MUSTO,**  
membre du Secrétariat de l'USRAF





# AG reprise de cartes

## Section Sud Ouest



C'est le jeudi 9 février 2023 qu'a eu lieu la traditionnelle assemblée annuelle "dite de reprise des cartes." Ce sont 25 adhérents de la section qui se sont déplacés à Bagnac aeroconstellation et une dizaine qui s'étaient excusée.

Nous notons une présence de l'USR31 de Martine Lucas nouvelle membre du bureau de l'UD31 au nom de l'USR et Hubert Dandine. Frédéric Alliaume membre du Secrétariat national et nouveau trésorier national depuis le dernier Congrès était également présent.

Serge Bodrero Secrétaire général, Yvon Touil et Michel Wagnez étaient excusés.

Après le traditionnel café préparé par Dominique et le quart d'heure toulousain Gérard Gilabert Secrétaire de la section nous fit le compte rendu d'activité de l'année passée riche en actions, en mentionnant les excusés et ceux qui nous avaient malheureusement quittés. Le bilan financier de la section est fait ensuite par Guy Bourdel qui ayant quitté le national a rappelé est toujours trésorier de la section et Président de la CCF.

Le débat est ensuite ouvert par le président de séance Jacques Passerat. Il porte principalement sur la continuité syndicale et nos liens avec la CGT d'air france. Le besoin de travailler en coopération pour la mettre en place et de préparer, pour nos camarades actifs la retraite. Ce pan de vie après le travail où le syndiqué doit prendre sa place dans le militantisme retraité ne va pas de soi.

Notre organisation à Air france l'USRAF, a bientôt 40 ans (2024). Ce syndicalisme est jeune et un retraité doit être solidaire des actifs afin de préserver la retraite à 60 ans qu'ils

veulent voler prétextant des difficultés financières. L'argent public lui coule à flots pour les entreprises du CAC40 mais on ne trouverait pas quelques milliards pour les retraites.

La vie est un combat et ne s'arrête pas à la retraite. Hubert Dandine est intervenu pour faire part de l'activité de l'USR31 et de préparer le futur Congrès. Il est rappelé l'activité importante de l'USR départementale RETRAITES.

Comme on dit les bons salaires et le travail font les bonnes retraites. Si on vit plus vieux c'est aujourd'hui grâce à la Sécurité Sociale, aux combats des anciens qui l'ont mise en place et une retraite prise à 60 ans et en bonne santé.

On doit trouver l'argent pour les retraites on le trouve bien pour les dividendes et ceux qui ne payent pas d'impôts.

Dominique nous fait ensuite un compte rendu de l'activité de nos élus à la mutuelle et nous fait part des modifications qui concernent le cahier de charges.

Gérard Gilabert mentionne les membres de la Commission exécutive locale CEL et fait appel à candidature, et on passe au vote.

Tout cela nous emmène aux alentours de midi où on retrouve le traditionnel apéro et le repas qui s'en suit toujours dans la bonne humeur et les retrouvailles.

Bonne année donc à l'USRAF et la Section SUD OUEST

J.-C. CHAZOTTES  
Membre de la CE de l'USRAF







# Notre camarade Alain Karmes nous a quittés le 6 janvier à l'âge de 84 ans



**D**e très nombreux témoignages d'affection et de condoléances sont parvenus à l'USRAF CGT. Nous les avons regroupés dans un hommage sur notre site consultable sur : <http://www.retraites-cgt-af.fr/34.html>,

**Lors des obsèques d'Alain, notre camarade Frédéric Alliaume a prononcé un hommage au nom de l'USRAF CGT,**

Très cher Alain,

La douleur est forte chez tous ceux qui t'on connu et apprécié.

Particulièrement ceux à qui tu as tendu la main alors qu'ils étaient en difficulté.

Tous les messages d'hommages que nous recevons évoquent ton empathie, ta gentillesse, ton engagement au service de tous.

Ta vie est marquée par une triple fidélité qui ne s'est jamais démentie.

Fidèle militant de ton parti politique, fidèle militant de ton syndicat, fidèle pratiquant de ta religion.

Jamais non plus tu n'as oublié Alger et l'aéroport de Maison Blanche, aujourd'hui Dar El Beïda où tu travaillas jusqu'en

1965, ni ton école de la rue Lelièvre où tu as écrit tes premières rédactions.

Toute ta vie tu t'es battu avec courage contre les injustices, contre l'antisémitisme et le racisme, contre l'homophobie.

Toutes ces qualités font de toi un honnête homme.

C'est cet honnête homme que les militantes et les militants de l'USRAF CGT, dont tu fus un dirigeant, tiennent à saluer avec respect.

Pour nombre de camarades, aujourd'hui particulièrement en recherche de repères, tu demeures un exemple que nous évoquerons avec émotion.

Repose en paix, Alain Karmes ; tu l'as bien mérité.





## Ensemble, le 7 mars, mettons la France à l'arrêt !



Les organisations syndicales et de jeunesse saluent la mobilisation de ces millions de travailleurs.euses, jeunes, retraité.e.s qui, depuis le 19 janvier, expriment leur opposition à cette réforme des retraites. Ils et elles sont déterminé.e.s à empêcher le recul de l'âge légal à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres, ce qui aurait pour effet de faire aussi baisser plus rapidement leurs pensions.

Malgré la propagande du gouvernement qui ne convainc pas du bien-fondé de sa réforme, l'écrasante majorité de la population comme 90% des salarié.e.s font preuve de « bon sens » et rejettent cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

En opposition à ce projet de réforme des retraites, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement social solide, déterminé, ancré dans le paysage social de tout le pays. Il révèle également l'inquiétude face à la désertification des territoires, le manque de services publics, les incertitudes en matière d'emploi, de salaires et de pouvoir d'achat.

En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé et diffusent la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.

Malgré cela, le gouvernement et le président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer ce projet injuste.

C'est pourquoi, comme annoncé lors du précédent communiqué le 11 février, l'intersyndicale réaffirme sa détermination pour mettre la France à l'arrêt le 7 mars prochain en appelant les travailleurs.euses à participer massivement aux manifestations et à se déclarer en grève.

Les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse continuent leurs actions d'information et de conviction pour élargir encore le mouvement social. Le 7 mars doit être une véritable journée morte dans les entreprises, les administrations, les services, les commerces, les écoles, les lieux d'études, les transports...

Pour y parvenir, elles organisent partout régulièrement de nombreuses initiatives publiques sur les lieux de vie et appellent la population à y participer.

Elles interpellent localement les parlementaires sur la base du courrier commun qui leur a été adressé, pour qu'ils votent contre cette réforme.

Elles se saisissent du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, pour rendre visibles les conséquences particulièrement graves de ce projet pour elles.

Elles agissent avec les organisations de jeunesse qui militent sur leurs lieux d'études pour élargir encore le rejet de cette réforme des retraites particulièrement injuste. Elles soutiennent aussi leur mobilisation du 9 mars pour améliorer notamment le système des bourses d'études.

Ensemble, dès le 7 mars, mettons un coup d'arrêt à ce projet de réforme des retraites inacceptable.

Paris, le 21 février 2023

